

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/201873]

**9 FEVRIER 2024. — Arrêté ministériel accordant, pour les enfants nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, une dérogation générale à la norme des vingt-sept crédits en vue de l'octroi des prestations familiales en faveur de l'enfant bénéficiaire poursuivant une formation diplômante dans l'enseignement supérieur**

La Ministre en charge des allocations familiales,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des allocations familiales, l'article 5, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et § 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, § 3 et 4 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans, l'article 8, § 2, alinéa 3;

Vu le rapport du 18 décembre 2023 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 23 janvier 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 31 janvier 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.497/2;

Vu la décision de la section de législation du 1<sup>er</sup> février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la nécessité d'accorder, dans une perspective d'équité entre enfants bénéficiaires, des dérogations sur la base des mêmes critères d'octroi par les caisses d'allocations familiales dans des catégories de cas dignes d'intérêt se présentant de manière récurrente;

Considérant que les modifications du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études entraînent l'arrêt du paiement des allocations familiales pour certains étudiants en fin de Bachelier, car l'article 100, § 3, du décret précité, en vigueur dès l'année académique 2023-2024, prévoit qu'en fin de premier cycle, les étudiants inscrits en fin de bachelier ayant raté plus de quinze crédits du programme d'études de ce cycle ne peuvent plus suivre les unités d'enseignement du deuxième cycle suivant, qui correspondent aux crédits du programme d'études de Master;

Qu'en effet, les enfants bénéficiaires concernés ne remplissent dès lors plus la condition de poursuivre une formation totalisant au moins vingt-sept crédits par année académique en vue de l'octroi des prestations familiales, qui est prévue à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans;

Considérant que les enfants inscrits en fin de Bachelier qui se trouvaient dans la même situation avant l'année académique 2023-2024 car ils devaient encore acquérir ou valoriser plus de quinze crédits du programme d'études du premier cycle, pouvaient quant à eux, avec l'accord du jury, compléter leur programme annuel en suivant des unités d'enseignement correspondant aux crédits de 1<sup>ère</sup> année de Master;

Qu'ils pouvaient ainsi totaliser au moins vingt-sept crédits dans le cadre de leur inscription dans une formation d'enseignement supérieur;

Considérant que cette différence de traitement entre enfants se trouvant objectivement dans la même situation n'est pas raisonnablement justifiée;

Considérant qu'il est donc nécessaire d'assurer par une dérogation générale l'équité entre enfants ayant raté plus de quinze crédits dans le premier cycle et se trouvant donc dans la même situation de fait à partir de l'année académique 2023-2024 que certains enfants bénéficiaires de prestations familiales inscrits en fin de Bachelier avant cette année académique;

Qu'en outre, les étudiants concernés par la présente mesure sont régulièrement inscrits dans une formation diplômante conformément au prescrit de l'article 5, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon précité du 20 septembre 2018;

Considérant qu'en parallèle, dans une perspective d'équité entre les différentes catégories d'enfants bénéficiaires, il convient de prendre en compte, en leur accordant la même dérogation générale, la situation des étudiants régulièrement inscrits en fin de Bachelier diplômant dit « professionnalisant » et de " type court », qui acquièrent les crédits restants en vue d'être diplômés dans le cadre d'un programme annuel d'études pouvant totaliser moins de vingt-sept crédits;

Considérant qu'il convient d'accorder également une dérogation générale aux enfants inscrits en première année de premier cycle qui n'ont pas atteint le seuil de réussite à l'une des évaluations de fin de premier quadrimestre mais qui obtiennent des autorités académiques un allègement de leur deuxième quadrimestre;

Considérant qu'il convient d'accorder la même dérogation aux enfants ayant obtenu des autorités académiques un allègement de leur programme au moment de leur inscription ou durant l'année en cours;

Considérant qu'il convient par ailleurs d'accorder à une autre catégorie d'enfants bénéficiaires une dérogation générale afin d'inclure la période consacrée à la préparation d'un mémoire ou d'un travail de fin d'études supérieures dans la période de paiement des prestations familiales;

Considérant, enfin, qu'il convient d'accorder à une dernière catégorie d'enfants bénéficiaires une dérogation générale afin de leur verser les prestations familiales à condition qu'ils soient régulièrement inscrits en fin de second cycle tout en ne totalisant pas vingt-sept crédits dans leur programme d'études annuel;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant qu'il convient de faire rétroagir certaines mesures du présent arrêté au 1<sup>er</sup> septembre 2023;

Considérant qu'en l'espèce, la première dérogation générale a pour seule finalité la continuité des paiements des prestations familiales en faveur de ces étudiants à partir de l'année académique 2023-2024 en régularisant positivement la situation d'étudiants concernés par les récentes modifications du décret précité du 7 novembre 2013;

Qu'en outre, il s'agit, par la seconde dérogation générale, d'assurer la continuité des paiements en régularisant positivement la situation d'enfants bénéficiaires nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, et ce afin de garantir l'égalité de traitement entre enfants bénéficiaires nés avant cette date, auxquels s'applique le régime transitoire de la LGAF et pour lesquels la pratique fédérale assimile la préparation d'un mémoire de fin d'études supérieures à une inscription régulière ouvrant le droit aux prestations familiales, et ceux nés à partir de cette date;

Qu'il s'agit donc de mesures plus favorables aux enfants concernés, qui ne portent pas atteinte aux droits d'autres enfants bénéficiaires, et qui respectent donc les droits individuels ainsi que le principe de sécurité juridique;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, est justifié;

Considérant la délégation donnée par le Gouvernement wallon à la Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions pour accorder des dérogations s'agissant de mesures d'exécution accessoires et de détail qui ne relèvent pas de règles décrétales ou de leurs modalités d'application mais de dérogations clairement circonscrites à ces règles et modalités,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, § § 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans.

**Art. 3.** La condition de totaliser vingt-sept crédits pour l'octroi des prestations familiales à l'enfant bénéficiaire visée à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018, ne doit pas être remplie dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> l'enfant bénéficiaire inscrit en première année de premier cycle qui obtient des autorités académiques un allègement de son deuxième quadrimestre car il n'a pas atteint le seuil de réussite à l'une des évaluations de fin du premier quadrimestre;

2<sup>o</sup> l'enfant bénéficiaire inscrit en première année de premier cycle qui a validé entre trente et quarante-quatre crédits et s'est inscrit aux crédits résiduels du premier Bachelier mais a reçu une décision défavorable des autorités académiques à sa demande d'inscription à des crédits de la poursuite du Bachelier;

3<sup>o</sup> l'enfant bénéficiaire en fin de cycle de Bachelier qui doit encore valider plus de quinze crédits résiduels dans son cycle et n'a pas pu prendre des crédits du cycle supérieur;

4<sup>o</sup> l'enfant bénéficiaire en fin de cycle de Bachelier qui doit encore valider moins de vingt-sept crédits dans son cycle et qui étant en fin de parcours académique ne peut pas prendre des crédits supplémentaires;

5<sup>o</sup> l'enfant bénéficiaire a obtenu des autorités académiques au moment de son inscription ou au cours de l'année en cours un allègement de son programme;

6<sup>o</sup> l'enfant bénéficiaire prépare régulièrement un mémoire ou travail de fin d'études supérieures;

7<sup>o</sup> l'enfant bénéficiaire est régulièrement inscrit en fin de second cycle sans que son programme d'études annuel ne totalise vingt-sept crédits.

Dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> au 5<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, la période de paiement des prestations familiales ne dépasse pas l'année académique concernée.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, la période de paiement des prestations familiales débute durant la période qui commence après les dernières vacances d'été et s'achève à la date de remise du mémoire ou travail de fin d'études. Cette période ne peut pas dépasser un an, et ce pour chaque formation suivie qui requière un mémoire ou travail de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Namur, le 9 février 2024.

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/201873]

**9 FEBRUARI 2024. — Ministerieel besluit dat voor kinderen geboren op of na 1 januari 2001 een algemene afwijking toestaat van de norm van zevenentwintig studiepunten met het oog op de toekenning van gezinsbijslagen ten voordele van het begunstigde kind dat een afstudeerrichting volgt in het hoger onderwijs**

De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen,

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, artikel 5, § 4, eerste lid, 3<sup>o</sup>, en § 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, § § 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar;

Gelet op het rapport van 18 december 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 januari 2024;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 31 januari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.497/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 1 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het, omwille van de billijkheid tussen de begunstigde kinderen, nodig is afwijkingen toe te staan op basis van dezelfde criteria voor toekenning door de kinderbijslagfondsen in categorieën van terugkerende gevallen die vermeldenswaard zijn;

Overwegende dat de wijzigingen aan het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies tot gevolg hebben dat de uitbetaling van de kinderbijslag voor bepaalde studenten aan het einde van het bacheloronderwijs wordt stopgezet, aangezien artikel 100, § 3, van voormeld decreet, van kracht vanaf het academiejaar 2023-2024, bepaalt dat studenten die zijn ingeschreven aan het einde van de bacheloropleiding en meer dan vijftien studiepunten hebben gemist in het studieprogramma van die cyclus, geen onderwijseenheden meer mogen opnemen voor de volgende tweede cyclus, die overeenkomen met de studiepunten van de masteropleiding;

Dat de betrokken begunstigde kinderen immers niet meer voldoen aan de voorwaarde van het volgen van een opleiding van in totaal ten minste zevenentwintig studiepunten per academiejaar met het oog op de toekenning van gezinsbijslagen, die is vastgelegd in artikel 8, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, houdende de voorwaarden voor de toekenning van gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar;

Overwegende dat kinderen die aan het einde van hun bacheloronderwijs zijn ingeschreven en die zich vóór het academiejaar 2023-2024 in dezelfde situatie bevonden omdat ze nog meer dan vijftien studiepunten uit de opleiding van de eerste cyclus moesten verwerven of gebruiken, met instemming van de jury hun jaarprogramma konden aanvullen door onderwijseenheden op te nemen die overeenstemmen met studiepunten uit het eerste jaar van de masteropleiding;

Dat ze dus minstens zevenentwintig studiepunten konden verzamelen als onderdeel van hun inschrijving voor een hogere opleiding;

Overwegende dat dit verschil in behandeling tussen kinderen die objectief gezien in dezelfde situatie verkeren, redelijkerwijs niet gerechtvaardigd is;

Overwegende dat derhalve door middel van een algemene afwijking moet worden gezorgd voor billijkheid tussen kinderen die meer dan vijftien studiepunten hebben gemist in de eerste cyclus en die zich derhalve vanaf het academiejaar 2023-2024 in dezelfde feitelijke situatie bevinden als bepaalde kinderen die kinderbijslag ontvangen en die zich vóór dat academiejaar aan het einde van de bacheloropleiding hebben ingeschreven;

Dat de studenten waarop deze maatregel betrekking heeft, bovendien regelmatig ingeschreven zijn in een afstudeerrichting overeenkomstig de voorschriften van artikel 5, § 4, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van het voornoemde besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018;

Overwegende dat tegelijkertijd, omwille van de billijkheid tussen de verschillende categorieën begunstigde kinderen, rekening moet worden gehouden met de situatie van studenten die regelmatig zijn ingeschreven aan het einde van een afstudeerrichting van bachelor "beroepsgericht" en "van het korte type" en die de resterende studiepunten behalen met het oog op het behalen van een graad in het kader van een jaarlijks studieprogramma van in totaal minder dan zevenentwintig studiepunten, door hun dezelfde algemene afwijking toe te kennen;

Overwegende dat er ook een algemene afwijking moet worden verleend aan kinderen die in het eerste jaar van de eerste cyclus zijn ingeschreven en die aan het eind van het eerste semester niet geslaagd zijn voor een van de evaluaties, maar die van de academische overheden een vermindering voor het tweede semester krijgen;

Overwegende dat dezelfde afwijking moet worden verleend aan kinderen die bij hun inschrijving of tijdens het lopende jaar van de academische overheden een verlaging van hun programma hebben gekregen;

Overwegende dat het eveneens dienstig is een andere categorie van begunstigde kinderen een algemene afwijking toe te staan om de periode die wordt besteed aan de voorbereiding van een scriptie of een eindejaarstudiewerk in het hoger onderwijs op te nemen in de periode waarover de gezinsbijslagen worden betaald;

Overwegende ten slotte dat een algemene afwijking moet worden toegekend aan een laatste categorie van begunstigde kinderen, zodat aan hen gezinsbijslagen kunnen worden betaald op voorwaarde dat zij aan het einde van de tweede cyclus regelmatig zijn ingeschreven, maar in totaal niet zevenentwintig studiepunten in hun jaarlijkse studieprogramma hebben;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienstverlening of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voorzover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Overwegende dat bepaalde maatregelen van dit besluit met terugwerkende kracht moeten gelden tot 1 september 2023;

Overwegende dat in het onderhavige geval de eerste algemene afwijking uitsluitend tot doel heeft de continuïteit van de betaling van de gezinsbijslagen aan deze studenten vanaf het academiejaar 2023-2024 te verzekeren door de situatie van de studenten die door de recente wijzigingen van het voornoemde decreet van 7 november 2013 worden getroffen, op positieve wijze te regulariseren;

Dat bovendien de tweede algemene afwijking bedoeld is om de continuïteit van de betalingen te garanderen door de situatie van op of na 1 januari 2001 geboren begunstigde kinderen positief te regulariseren, teneinde een gelijke behandeling te garanderen tussen begunstigde kinderen die vóór die datum geboren zijn, op wie de overgangsregeling van de AKBW van toepassing is en voor wie de federale praktijk het opstellen van een scriptie aan het einde van de studie hoger onderwijs gelijkstelt met een regelmatige inschrijving die recht geeft op gezinsbijslagen, en degenen die op of na die datum geboren zijn;

Dat de maatregelen daarom gunstiger zijn voor de betrokken kinderen, geen afbreuk doen aan de rechten van andere begunstigde kinderen en derhalve de individuele rechten en het rechtszekerheidsbeginsel eerbiedigen;

Dat de terugwerkende kracht dus ten goede komt aan de betrokken personen en in die zin gerechtvaardigd is;

Gelet op de delegatie van de Waalse Regering aan de Minister bevoegd voor de gezinsbijslagen om afwijkingen toe te staan voor aanvullende en gedetailleerde uitvoeringsmaatregelen die niet onder decretale regels of hun uitvoeringsprocedures vallen, maar onder duidelijk omschreven afwijkingen van deze regels en procedures,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018: het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, § 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar

**Art. 3.** De voorwaarde van het totaal van zevenentwintig studiepunten voor de toekenning van gezinsbijslagen aan het begunstigde kind bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018, moet niet vervuld zijn in de volgende gevallen:

1° een begunstigd kind ingeschreven in het eerste jaar van de eerste cyclus dat in de tweede periode van vier maanden een vermindering krijgt van de academische overheden omdat het niet geslaagd is voor één van de eindevaluaties van de eerste periode van vier maanden;

2° een begunstigd kind ingeschreven in het eerste jaar van de eerste cyclus dat tussen de dertig en vierenveertig studiepunten heeft gevalideerd en zich heeft ingeschreven voor de resterende studiepunten van het eerste bacheloronderwijs, maar een negatieve beslissing heeft gekregen van de academische overheden op zijn aanvraag tot inschrijving voor studiepunten voor de voortzetting van het bacheloronderwijs;

3° het begunstigd kind op het einde van de bachelorcyclus dat nog meer dan vijftien overblijvende studiepunten moet valideren in zijn cyclus en geen studiepunten heeft kunnen opnemen in de hogere cyclus;

4° het begunstigd kind op het einde van een bachelorcyclus dat nog minder dan zevenentwintig studiepunten moet valideren in zijn cyclus en dat, op het einde van zijn academische loopbaan, geen bijkomende studiepunten kan opnemen;

5° het begunstigde kind dat bij de inschrijving of tijdens het lopende jaar van de academische overheden een vermindering van zijn programma heeft gekregen;

6° het begunstigde kind dat regelmatig een scriptie of een eindejaarstudiewerk in het hoger onderwijs voorbereidt;

7° een begunstigd kind dat regelmatig ingeschreven is op het einde van de tweede cyclus, maar van wie het jaarprogramma geen zevenentwintig studiepunten telt.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° tot en met 5° en 7°, mag de duur van de betaling van de gezinsbijslag het betrokken academiejaar niet overschrijden.

In het geval bedoeld in lid 1<sup>er</sup>, 6°, begint de periode van betaling van de gezinsbijslagen te lopen tijdens de periode die begint na de laatste zomervakantie en eindigt op de datum van de indiening van de scriptie of het eindejaarstudiewerk. Deze periode mag niet langer zijn dan één jaar voor elke studie waarvoor een scriptie of eindejaarstudiewerk nodig is als onderdeel van de diplomavereisten.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2023.

Namen 9 februari 2024.

V. DE BUE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/003381]

**21 MARS 2024.** — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 22 décembre 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+

L'assemblée a adopté et Nous, Collège sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 22 décembre 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives à CoBRHA+.

Bruxelles, le 21 mars 2024.

La Ministre-Présidente du Collège,  
B. TRACHTE

VERTALING

### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2024/003381]

**21 MAART 2024.** — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 22 december 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot CoBRHA+

De Vergadering heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.